

La théorie du capital social et l'analyse des réseaux pour éclairer les politiques de gestion des espaces naturels

16 mai 2017

Comment rémunérer les services écosystémiques des forêts, notamment sur les usages libres tels que la promenade ou le ramassage de produits non ligneux (champignons ou autres) ? L'instauration d'outils visant à assurer un retour financier aux propriétaires se heurte à l'absence de restriction d'accès des usagers, notamment pour les forêts publiques. Un article récent, publié dans le *Journal of Environmental Management*, analyse le processus de mise en place d'un droit payant de cueillette de champignons en Catalogne, en s'appuyant sur la théorie des réseaux et du « capital social » (ressources relationnelles d'un individu), et montre le rôle des interactions entre les décideurs politiques et les usagers dans le succès de ce type de mesure.

À travers cet exemple, l'équipe de recherche a tenté de vérifier plusieurs hypothèses relatives aux interactions entre les concepteurs d'une mesure et les utilisateurs finaux : les liens entre les groupes, et au sein des groupes eux-mêmes, évoluent au cours des différentes phases d'élaboration et de mise en œuvre ; l'acceptabilité de la mesure repose en grande partie sur la qualité des liens établis entre les usagers et les décideurs ; l'efficacité de l'action dépend étroitement de la cohésion au sein des communautés d'usagers et entre elles.

S'appuyant sur des entretiens directs menés auprès de membres des deux groupes (16 « politiques », 41 cueilleurs), les chercheurs ont mesuré et cartographié les relations à différents stades du processus d'implémentation du permis payant, à la fois en termes de flux d'informations et de collaborations entre acteurs. Les résultats des entretiens ont permis d'élaborer une batterie d'indicateurs caractérisant les relations structurelles, notamment les jeux de pouvoir et d'influence.

La confirmation des hypothèses formulées aide à préciser les modalités de gouvernance à mettre en place pour une gestion concertée des ressources naturelles dans les forêts publiques, ou les parcs nationaux, et en fournit des indicateurs d'évaluation. Elle permet également d'identifier les enjeux à prendre en compte avant de mettre en place des mesures impactant un maillage de propriétés privées (continuité écologique). Enfin, les auteurs soulignent l'importance d'impliquer systématiquement les élus locaux dans la gouvernance des espaces naturels, même lorsque ces derniers relèvent de la compétence régionale ou nationale.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : [*Journal of Environmental Management*](#)